

ROYALISTE

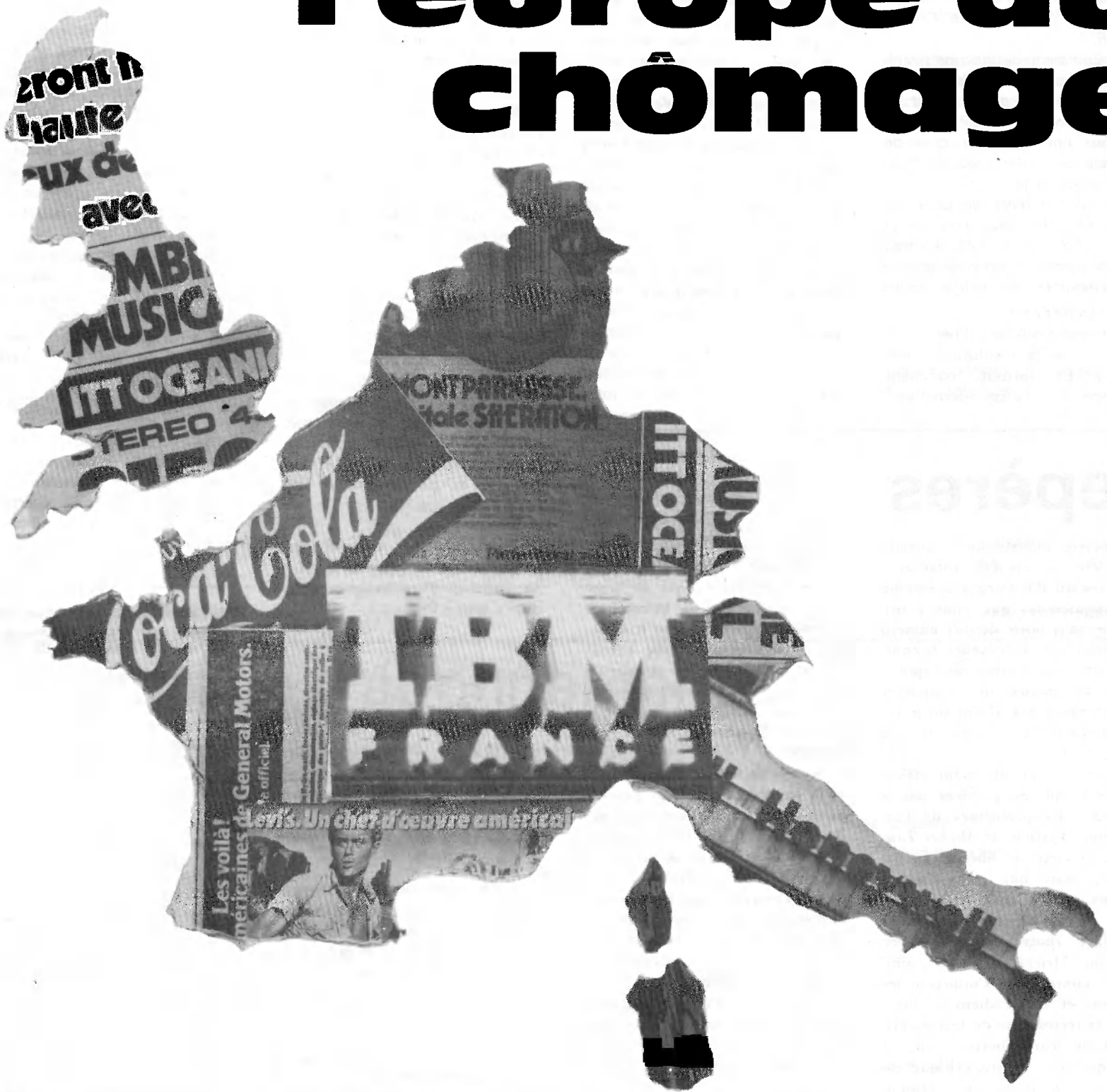
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

DU 15 DÉCEMBRE AU 28 DÉCEMBRE 1977

7^e ANNÉE — N° 259 — 4,00 F

l'europe du chômage



LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS - 75001 PARIS

la presse au crible

problèmes du socialisme

Que dire de la crise qui secoue l'Union de la Gauche depuis plusieurs semaines? Qu'elle a suscité, bien involontairement un débat portant sur les positions socialistes face au problème de l'Etat. La critique principale des propositions communistes porte sur la faible distance séparant nationalisation et étatisation. C'est ce qu'énonce Patrick Viveret dans le NOUVEL OBSERVATEUR.

« Comment définir une stratégie politique, donc globale, qui n'implique pas pour autant le renforcement de l'Etat? »

C'est une remise en question radicale de toutes théories d'inspiration léniniste :

Notre but n'est pas cette société réunifiée sans pouvoir et sans conflit, dont Lénine disait qu'elle verrait le dépérissement de la démocratie en même temps que celui de l'Etat. »

Comment oublier « l'héritage » stalinien de la révolution soviétique? Et surtout, comment échapper à la fausse alternative :

d'un côté la social-démocratie-gestion-honnête-du-capitalisme, de l'autre le totalitarisme?

quel socialisme ?

Y-a-t-il, entre ces deux conceptions, pas si opposées (l'Affaire Croissant nous l'a montré), place pour un « autre socialisme »? « Les socialistes ont désormais un projet, l'autogestion socialiste ». Nous voilà rassurés, de quelle autogestion s'agit-il, de celle de M. Defferre qui demandait, larmoyant, à Bernard Henry Lévy, s'il ne daignait pas reconnaître l'existence d'un courant autogestionnaire? Ou de celle de C.E.R.E.S. qui, écrit Julliard, dans FAIRE :

« S'efforce avec une obstination digne d'une cause moins désespérée de réconcilier le jacobinisme avec la décentralisation, le léninisme avec l'autogestion. »

Non, car qui dit autogestion généralisée, dit socialisme total,

donc structures étatiques. C'est contre cela, que Julliard s'élève :

« Le socialisme si l'on n'y prend garde, sera du socialisme monopoliste d'Etat. Monopole et universalisme sont bien les deux catégories réflexes du socialisme français, dès qu'il s'agit de proposer une solution. »

Peut-on espérer un socialisme s'appuyant sur de multiples expériences comme :

« Un renforcement de communautés naturelles comme la famille, l'entreprise. »

Pas d'avantage, estime Julliard, qui voit un danger dans :

« La création de petites communautés endogènes où la loi du milieu est d'autant plus tyrannique, qu'elle n'est pas écrite et qu'elle ne connaît pas de limite. »

D'où le besoin d'une intervention de l'Etat, et que celui-ci soit socialiste ou non, cela ne tempère pas une répression qui s'installe. Encore une fois, le politique prend le pas sur le social :

« La tendance spontanée de toutes les variétés de socialisme, quels qu'en soient les principes, est de réduire la dualité (Etat / Société) et de parvenir à une organisation unitaire de la vie collective. »

Cruel dilemme, tout changement de la société en profondeur, ne peut-il s'accompagner que d'un « tout à l'Etat »?

contrepoids à l'anarchie civile qui, sans lui, dégénérerait en anarchie pure et simple, comme, sans la nécessaire réaction de la société, l'Etat lui-même dégénérerait en pure autocratie. La démocratie prétend extraire électoralement l'Etat d'une double et radicale impuissance, impuissance de l'Etat qui, sorti de l'élection, n'a plus aucune force devant les prétentions naturellement anarchistes des citoyens; et impuissance de la société qui, dévorée par un Etat à la fois monstrueux et faible, énorme et poussif, se voit paralysée dans son libre essor.

La solution, toute royaliste, se trouve dans une indépendance réciproque entre la société et l'Etat.

L'Etat où l'autorité est un, et la société où la liberté est autre; ni la société ne saurait se concevoir dans l'Etat, comme le croient à tort tous les anarchistes modernes, ni l'Etat dévorer la société, comme le veulent tous les étatistes. Mais, de leur libre antagonisme doit résulter l'équilibre social et la paix civile (qu'il ne faut pas confondre avec la paix sociale). »

Un état médiateur et indépendant de la société? Mais cela suppose qu'il soit soustrait aux servitudes de l'élection manipulation par grands médias interposés. Et que son chef, produit d'une manipulation, ne cherche pas à se perpétuer en manipulant les électeurs, donc la société. Cette version moderne de la quadrature du cercle est strictement impossible à résoudre pour celui qui s'obstine à écarter à priori la solution de l'héritité capétienne.

Jacques BLANGY

repères

Société industrielle — société policière — société totalitaire. M. Giscard d'Estaing a augmenté les inquiétudes que nous exprimons dans notre dernier numéro en réclamant, à Bruxelles, la constitution d'une Europe juridique ». Il ferait mieux de s'inquiéter des menaces qui pèsent sur notre économie (L'éditorial de Bertrand Renouvin).

Société prétendument efficace, mais qui ne parvient pas à résoudre les problèmes de l'urbanisme (l'article de Michel Touron). Société « libérée », paraît-il, mais qui crée d'autres tabous, en particulier celui d'une mort qu'elle ne veut pas regarder en face (notre entretien avec Philippe Ariès). D'où le nihilisme, contre quoi s'insurgent les bretons et les acadiens en lutte pour la reconquête de leur identité et de leurs libertés (voir, en rubrique Lire notre critique de l'histoire de la nation bretonne

et de Corde de Bois). D'où le totalitarisme distillé par les intellectuels du Figaro qui ne scandalise même pas la bourgeoisie libérale. (Gérard Leclerc dans ses Idées). Il faut s'attendre à tout quand on sait que, en matière de pensions, la blessure d'un noir ne vaut pas celle d'un blanc (la Mauvaise humeur de Michel Fontaurelle).

La droite lève le masque. Reste la gauche et l'extrême gauche. Sans doute les syndicats tentent-ils de sauver un « Programme Commun » moribond (l'article de Jean-Marie Brégaïnt). Sans doute l'extrême gauche descend à nouveau dans la rue, profitant des difficultés de la politique unitaire. Mais nous savons que la question politique se pose au-delà des programmes partisans. Mais sachons aussi écouter les poètes et leurs épopées (l'article de Ghislain Sartoris).

la solution royaliste

A ce problème fondamental, Julliard répond et termine son article à l'aide d'une citation d'Edouard Berth :

Cette opposition du politique et du social est précisément ce que méconnaît la démocratie, qui, muant tout le social en politique, fait évanouir, autrement dit, la société dans l'Etat. Or, la société doit être une anarchie positive, un ordre libre, l'ordre vital.

L'Etat, au contraire, par nature, est statique, conservateur, son rôle, précisément, est de faire

ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 742-21-93

- Abonnements :
3 mois : 30 F
6 mois : 50 F
1 an : 90 F
soutien : à partir de 150 F
- C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris
- Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais
- Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal
- Directeur de la publication : Yvan AUMONT
- Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire: 51700

extrême gauche la sortie du tunnel ?

Entre les pièges de la violence et les demi-teintes de la Gauche traditionnelle, la voie est étroite pour l'Extrême-Gauche.

Mai 68 : triomphe pour un temps de l'extrême gauche libertaire. L'imagination est au pouvoir. La parole à la rue. Mais l'ordre sera rétabli par les flics, le P.C.F. la C.G.T.

1972 : violences, spontanéité, moralité : les trois caractères de

de ses Comités Rouge. Motifs : critiques de l'organisation interne et déviations idéologiques qui coupent les tendances en quatre ou en dix : trotskystes, maoïstes, libertaires.

L'extrême gauche trotskyste connaît un hyper centralisme in-

ils se réclament. Et qu'ont fait les marxistes-léninistes depuis la dissolution de la G.P. ?

Dogmatique ou libertaire, l'extrême gauche est en crise. La rupture entre le P.C. et le P.S. pourrait-elle lui donner un second souffle ? Sur ce point les analyses divergent qui donnent deux stratégies différentes.

D'un côté les maoïstes et Lutte Ouvrière qui n'attendent rien d'un gouvernement de gauche, ignorent donc la rupture et continuent à porter toutes leurs attaques contre le gouvernement Barre.

De l'autre l'O.C.I. - A.J.S. et la Ligue Communiste jouent la carte de la réunification de la gauche. C'est à qui paraîtra le plus unitaire pour récupérer les marginaux qui quittent le CERES et le P.C.F. depuis le début de la crise.

Devenue Gauche Radicale, cette extrême gauche voit dans un gouvernement P.C.F. - P.S. la condition nécessaire au dévelop-

pement d'actions sociales originales qui lui permettront de s'affirmer à la base dans les usines. Mais entre cette théorie et la réalité des partis de gauche, le fossé risque d'être grand.

Avant tout soucieux d'ordre, un gouvernement Marchais-Mitterrand risque bien d'être plus répressif contre les marginaux qui refuseront la discipline des syndicats et des grands partis. Combien de Marcellin en puissance au P.S. et au P.C.F. ?

Autre risque pour l'extrême gauche : les adeptes de la matraque qui tentent d'imiter les autonomes italiens. Que veulent-ils ? Probablement rien. Entre les défilés moutonniers qu'ils dénoncent à juste titre et la guérilla urbaine dont ils rêvent, peut-être y a-t-il place pour des formes d'actions plus responsables et plus dangereuses pour l'Etat...

L'extrême gauche aura décidément fort à faire pour éviter de tomber dans les pièges de la violence et les demi-teintes de la gauche traditionnelle.

L'imagination au pouvoir, ce n'est pas cent nationalisations en plus ou en moins. Ce n'est pas non plus les œuvres complètes de Karl Marx ou de Trotsky.

Nous croyons simplement que la véritable révolution sera celle qui balayera les idéologies et laissera les hommes libres d'organiser leur vie quotidienne sans ingérence de l'Etat ou d'une quelconque avant-garde ou « élite ».

Denys RENAULT



l'action révolutionnaire pour la Gauche prolétarienne. Le régime s'émeut. Mais la C.G.T. vide les maos des usines. Tramoni tue Overney. Marcellin dissout la Gauche Prolétarienne.

Et puis il y eut Lip, coulé par les bureaucraties syndicales plus encore que par le patronat. Le Larzac devenu le haut lieu de rassemblements moutonniers.

Et depuis, l'extrême gauche est malade. Récemment, la rupture de l'Union de la Gauche semble lui avoir donné un coup de fouet. La mobilisation pour Klaus Croissant a même pu faire croire que des heures fastes se préparaient.

Et pourtant la guérison est encore loin. Diagnostic ? Scissionnisme, hypercentralisme interne, dérouté des modèles étrangers.

Scissionnisme d'abord. Dernières victimes en date ; le P.S.U. lâché par une partie de son courant pabliste, la Ligue Communiste Révolutionnaire par une partie

terne qui exclut tout le spontanéisme qui fit la richesse des mouvements révolutionnaires de ces dix dernières années. On sacrifie au mythe du Grand Parti Révolutionnaire appris dans que le mouvement trotskyste a apporté d'original aux idées et à la pratique révolutionnaire ? Qu'a-t-il fait depuis dix ans, sinon prendre en marche les grands mouvements de contestation et affronter l'extrême droite dans des combats de rue spectaculaires ?

Mais si le mouvement trotskyste vit d'une doctrine, les maoïstes, eux, vivent d'un modèle. Et avec la mort de Mao, le voile s'est levé sur les goulags du modèle chinois. Les mouvements maoïstes subissent de plein fouet cet effacement, même s'ils refusent purement et simplement de reconnaître la réalité. Enfermés dans leur dogme, ils apparaissent complètement coupés des classes sociales dont

sélection de Noël

Offrir un livre. Cela fait toujours plaisir et en plus cela rend service à la N.A.F. Alors n'hésitez pas à nous passer vos commandes qui seront servies par retour de courrier. Vous pouvez choisir un livre dans la sélection que nous vous offrons, mais aussi nous pouvons vous fournir tous les livres actuellement disponibles chez les éditeurs.

Pierre Andreu — Le rouge et le blanc — franco 48 F.
Jacques Binoche — L'Allemagne et le Général de Gaulle — franco 29 F.
Bernard Brigouleix — L'extrême-droite en France — franco 43 F.
Pierre Chaunu — La peste blanche — franco 41 F.
Maurice Clavel — Nous l'avons tous tué — franco 49 F.
Philippe de Commynes — les 180 jours de Mitterrand — franco 43 F.
J.P. Dollé — L'odeur de la France — franco 34 F.
Lan Inisan — La bataille de Kerguidu — franco 52 F.
Jacques Fauvet — Histoire du P.C.F. — franco 69 F.
Gal. Gallois — Le renoncement — franco 42 F.
A. Glucksmann — Les maîtres penseurs — franco 49 F.
M. Le Bris — L'homme aux semelles de vent — franco 49 F.
B.H. Lévy — La barbarie à visage humain — franco 43 F.
Mac Cearney — Maurras et son temps — franco 43 F.
Gabriel Matzneff — Passions schismatiques — franco 42 F.
Roger Nimier — D'Artagnan amoureux — franco 43 F.
Roger Pannequin — Adieu camarades — franco 58 F.
Ph. de Saint Robert — Les septennats interrompus — franco 43 F.
Michel de Saint-Pierre — M. de Charette — franco 56 F.

Commandes adressées au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de Royaliste C.C.P. Paris 18 104 06 N.

soir de grève

Donc c'est à peu près raté. N'eut été l'E.D.F. et l'enseignement la grand'messe du 1^{er} décembre serait passée presque inaperçue.

Venait-elle trop tard cette grand-messe que l'on ne célèbre plus que dans les syndicats? D'ordinaire elle a lieu en octobre et montre que la machine tourne bien après l'arrêt des vacances. La crainte du chômage a-t-elle retenu les ardeurs revendicatives? A la fin du mois de décembre les mises en chômage technique ou partiel obligeront aux vacances bon nombre de salariés.

En revanche les coupures de courant ont été plus importantes que d'habitude, les bavures plus nombreuses. Indice probable d'une volonté cégétiste-communiste de donner — sans jeux de mots — de l'éclat à une journée qui risquait d'en manquer. Les diverses organisations patronales, des chambres de commerce locales au C.N.P.F., ont protesté avec une vigueur inaccoutumée. Barre s'est payé le luxe provoquant de remercier les travailleurs qui « se rendent compte que ce n'est pas par la grève que l'on résoudra les problèmes du pays ». Signes évidents d'une rigidité accrue des rapports sociaux : tout doit concourir à couper la France en deux.

En fait les travailleurs, malgré le peu de mots d'ordre directement politiques, ont manifesté moins contre Barre que pour l'Union de la Gauche. Et c'était une manifestation désenchantée. Le désir de changement est plus grand que jamais. Mais jusqu'ici pour soutenir l'action, il y avait la victoire. Le mythe du Programme Commun fonctionnait à plein. Le métal de Saint-Nazaire qui avait pleuré en 1974 quand Mimit avait perdu, il y croyait. L'Union de la Gauche était un souffle puissant, porteur d'espoir. La victoire des gauches en 1978 n'aura pas le même goût : l'air est empoisonné. Le métal de Saint-Nazaire s'apercevra vite que si « on » a gagné ce n'est pas lui qui a touché le gros lot. « Tous les mêmes ces politiciens ». Marchais et Mitterrand rejoindront Chirac et Barre dans le mépris commun.

Mais, peut-être, dès ce premier décembre, le métal de Saint-Nazaire a-t-il commencé à s'en apercevoir!

J.M. BREGAINT.

la mauvaise humeur

histoire sordide

Mauvaise humeur? Il faudrait pour une fois changer le titre de cette rubrique car l'histoire qui va suivre est franchement sordide et c'est le dégoût qu'en réalité elle inspire.

Elle atteint notre pays au plus profond de son honneur quand celui-là pratique de la façon la plus officielle qui soit l'ingratitude doublée par le racisme.

Depuis trois quarts de siècle, jaunes, blancs, noirs ont combattu, en de multiples conflits, sous le même drapeau et, doit-on sourire de cette formule tant rabachée, ces millions d'hommes ont écrit une des pages les plus glorieuses de notre pays. Tant et tant sont morts, souvent pour le fric de quelques-uns mais aussi pour notre liberté. Ce n'est pas un vain mot. Des centaines de milliers d'autres sont revenus estropiés, mutilés, amputés, borgnes, aveugles, meurtris dans leur chair et toutes les souffrances du monde peuvent se lire sur leurs cicatrices. Ils sont devenus les anciens combattants. Pour eux on a créé un ministère, une administration et un code dont on peut même se procurer une belle édition reliée pleine toile verte. 631 pages de textes préfacés par André Bord.

Que Monsieur Bord parle bien de la reconnaissance et de la solidarité! Cette solidarité qui « s'exerce envers les « A.C. » conformément à la loi » et chacun sait l'égalité de tous devant la loi. C'est clair, net, précis.

Eh bien non, car le 26 décembre 1959 une loi fut votée qui comportait un article 71 repris en note dans le code des « A.C. » en toutes petites lettres, comme si l'imprimeur avait eu honte de cette monumentale saloperie qui peut se traduire ainsi :

— Toute blessure reçue du fait d'un conflit donnera lieu à pension mais à blessure égale les



négres seront réputés souffrir deux fois moins que les blancs en conséquence de quoi leurs pensions seront réduites de moitié (1). Fermez le ban.

Avec beaucoup de dignité ce problème vient d'être à nouveau soulevé par le colonel Ali SAKHO, secrétaire général des « A.C. » africains et malgaches d'expression française :

« Ce traitement discriminatoire à l'égard des A.C. africains et malgaches francophones est absolument incompatible avec la tradition mondialement connue de liberté, d'égalité et de fraternité de la France. Ce qu'il convient de souligner aussi c'est que 600 000 A.C. africains et malgaches ayant servi sous l'uniforme français ont gardé un réel amour

pour la France qu'ils sont fiers d'avoir servie et dont ils portent avec orgueil les prestigieuses décorations. La France ne doit pas les oublier ni les humilier. »

Aussi naïf que le colonel j'imaginai qu'il serait écouté, mais écoute-t-on quelqu'un qui porte un nom et un prénom si peu français? Et j'en suis allé chercher la preuve au Parlement français.

Certes, je sais bien que dans ce haut lieu de la médiocrité nationale il faut s'attendre à bien des déconvenues, mais pensai-je, il y aura bien un député qui ... Et j'ai lu et relu, publié par le Journal Officiel le compte rendu intégral des deux séances consacrées à la discussion du budget des A.C. Trente députés en séance, quarante-quatre pages de démagogie et de grandiloquence avec référence permanente et obligée à Clemenceau : « Ils ont des droits sur nous. » M. André Vivien a même récité un fort beau couplet sur les victimes du racisme qui « ont droit à la reconnaissance de la nation ».

Eh bien, non! Pas un seul, oui pas un seul de nos représentants, ni le ministre, ni le rapporteur spécial de la commission des finances, ni le rapporteur pour je ne sais trop quelle commission, ni la majorité, ni l'opposition n'a prononcé un seul petit mot sur l'application de la loi raciste de 1959.

La grandeur quoi! Ah si les anciens tirailleurs sénégalais avaient le droit de vote que n'aurait-on entendu!

M. FONTAURELLE.

(1) Pour être plus précis disons que le texte prévoit que les pensions des métropolitains seront revalorisées en fonction de l'évolution du coût de la vie tandis que les « pensions » des combattants d'outre-mer sont en fait de simples indemnités soumises à l'érosion par l'inflation.

les idées



par
gérard
leclerc

l'honneur de l'intelligence

Invité il y a quelques semaines par Olivier Germain-Thomas à préciser mes opinions sur le rôle civique des intellectuels, je dus avouer quelque embarras. Ce mot d'intellectuel résonne assez fâcheusement à mon oreille. Il évoque le parti intellectuel, l'intelligentsia. Péguy nous a suffisamment alertés sur l'insidieuse volonté qui prétend régenter le for interne d'autrui. Cela donne... les maîtres penseurs, puisque cette pensée possède le secret de la maîtrise du bonheur. C'est trop de prétention, même si cela ne mène pas toujours à la catastrophe.

Et pourtant, il en faut. On l'a bien vu lors d'affaires récentes. S'il n'y avait un pouvoir moral capable d'en appeler aux consciences, l'Etat et sa bureaucratie consommeraient l'injustice sans complexe, avec le plus souvent, l'appui massif de l'opinion publique. Le seul nom de Soljenitsyne conférerait à ce pouvoir moral ses lettres de noblesse.

L'exemple du grand écrivain et de ses compagnons a donné une singulière fortune au mot *dissident*. Du coup, voilà qualifiée l'attitude fondamentale de l'intellectuel face à l'Etat, et plus généralement à l'égard de toutes les puissances. Toujours en marge, impertinent, provoquant, sa vocation serait d'interpeller, d'exprimer globalement son refus de l'Etat-moloch. Cela change du philosophe-roi ou même du conseiller du Prince qui, depuis

Platon et Machiavel, n'ont cessé de hanter les imaginations et de piquer les ambitions. Séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel? Distinction caduque et dépassée. C'est au pouvoir en général que s'attaque le dissident. Et on comprend, en ce XX^e siècle, ce qui le justifie : l'horreur toute nue, la bureaucratie des camps, l'appareil savoir-pouvoir qui constitue l'Etat moderne. De ce pouvoir omnipotent et omniprésent, comment ne serait-on pas le dissident? Comment dans cet univers de cauchemar ne pas s'enquérir des itinéraires de fuite, de déviance? C'est ainsi que naquit le blues, dirait Le Bris.

UN NIHILISME MYSTIQUE ?

A cet endroit, Louis Pauwels attend nos dissidents. Des « nouveaux philosophes », il écrit dans le *Figaro-Dimanche* : « Jean-Marie Benoist mis à part, ils voient dans toute forme de pouvoir « le mal radical et tragique de l'histoire ». Ils s'insurgent finalement contre toute société, parce qu'il n'y a aucune société sans souveraineté et parce que le désir d'autonomie que porte tout être se trouve, paraît-il, essentiellement contredit par les conditions de toute vie sociale organique. »

Et de conclure : « Je me demande si la « nouvelle philosophie » singulièrement chez Lévy et Glucksmann n'est pas, en dernière analyse, une version sophistiquée de la vieille anarchie, avec des sanglots sur les Paradis perdus et des rêveries de Jérusalem céleste. Somme toute, un nouvel avatar du plusieurs fois millénaire nihilisme mystique. » Le coup de pied de l'âne! La perfidie fait cortège au mensonge. Le mensonge : assimiler Lévy et Glucksmann à la vieille anarchie alors qu'ils dénoncent ses potentialités. La perfidie : jeter la dérision sur le judaïsme dont ils sont les héritiers, et bafouer la source de toute transcendance authentique. Ainsi Pauwels peut-il cacher ce qui fonde — sans être toujours directement thématique, du moins conceptualisé — leur critique du totalitarisme : un personnalisme radical, une affirmation éthique. Il m'est arrivé de dire à Bernard Henry Lévy que son respect de la loi, je le comprenais en référence à la Torah. Mais l'école à laquelle appartient M. Pauwels entre en transe dès qu'il est question du Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob. Jean Servier en sait quelque chose, le malheureux, qui osa troubler la sérénité d'un certain colloque dans la bonne ville de Nice...

Quant au fait que nos « nihilistes » nie-raient toute forme de vie sociale, par refus de toute forme de souveraineté, il est infiniment plus problématique que ne le dit Pauwels. Si cette vie sociale correspond à l'organisation rationnelle de l'Etat, son refus n'a rien d'aberrant. Et ce n'est pas la philosophie politique actuelle du *Figaro-Dimanche* qui pourra nous en dissuader. Une technocratie hyperlittiste gouvernant les peuples à partir de principes eugénistes et méritocratiques nous conduirait au bout de la trajectoire du totalitarisme moderne. Les idéologues qui entourent Pauwels ont inventé la forme absolue de savoir-pouvoir, celle qui correspond le mieux à la part maudite de la civilisation

industrielle. La critique des maîtres-penseurs s'applique à leur utopie de malheur avec une effrayante pertinence.

RESPONSABILITE DE L'INTELLIGENCE

Ce que ne peuvent voir les détracteurs droitistes de Lévy et Glucksmann, ce sont que leurs incertitudes correspondent aux apories les plus redoutables. Que leur réflexion sur le pouvoir doive encore se développer, c'est certain. Mais qui leur en voudrait de ne pas trancher trop tôt, alors qu'ils n'en sont encore qu'aux contacts?

Avant même d'amorcer une réflexion fondamentale, on peut s'accorder sur une constatation simple. Qu'ils le veuillent ou non, les « dissidents » disposent d'un pouvoir non négligeable. Qu'on le nomme ou non contre-pouvoir ne change rien à l'affaire. La seule question intéressante, c'est la légitimité de cette puissance. Est-elle libératrice?

Force nous est d'admettre qu'elle abdiquerait ses responsabilités si elle abandonnait le terrain de l'intelligence qui est l'enjeu d'une lutte inexpiable. La postérité des maîtres-penseurs n'a pas renoncé. Elle colonise encore de vastes domaines de l'université et de la recherche. On ne rompt pas si facilement avec des structures de pensée enracinées depuis des décennies. Et puis il s'est produit récemment un événement inouï que nous avons été les seuls à dénoncer. In vraisemblable : un million de bourgeois et bourgeoises ont assisté à l'investissement de leur quotidien du matin par la bande d'idéologues menée par Pauwels et de Benoist. Pas une seule réaction. Ils ont avalé cela tout cru avec leur café et leurs croissants. Peut-être secrètement ravis que leur cher *Figaro* se muscle un peu et qu'enfin on dise son fait à cette plèbe qui menace privilèges et cours de la Bourse. La bourgeoisie française qui paraissait si solidement attachée à la tradition libérale serait-elle purement et simplement en train de jeter le masque et d'avouer ce qu'elle était secrètement? J'affirme que c'est un scandale inadmissible qui aurait fait hurler Bernanos.

Jean d'Ormesson qui restez le dépositaire de la tradition libérale (qui eut ses faiblesses mais aussi son honneur), pouvez-vous cautionner l'entreprise de perversion de la pensée qui se développe dans le journal où vous persistez à écrire?

André Frossard, vous avez déclaré récemment que vous ne lisiez pas ce journal, fidèle à votre volonté de faire cavalier seul. Je vous supplie désormais de le lire et d'ouvrir votre propre front sur les lieux où l'ennemi vient d'établir ses positions. On verra s'ils ont l'audace de vous censurer ou de vous interdire.

Quand, il y a cinq ans, nous avons mené l'offensive contre une *Nouvelle Ecole* encore réduite à un petit cénacle, peu d'amis nous ont compris. Beaucoup ont trouvé que nous faisions vraiment trop de publicité à des gens qu'il valait mieux ignorer. Les mêmes comprennent-ils aujourd'hui qu'il y a péril et qu'il y va tout bonnement de l'honneur de l'intelligence?

Gérard LECLERC

philippe aries

Nous avons à nouveau le plaisir d'accueillir dans nos colonnes Philippe Aries qui, à propos de son ouvrage « *L'Homme devant la mort* » (Le Seuil), se livre pour nos lecteurs à une réflexion sur les périls qui menacent notre société contemporaine en cours de dislocation.

Royaliste : Au début d'un travail comme le vôtre, il y a une décision. Est-elle provoquée par un amour de l'histoire et du passé ou correspond-elle à un souci actuel, existentiel de l'histoire ?

Philippe Aries : En fait, je m'intéresse à cette zone demi-biologique, demi-mentale dans laquelle baignent un certain nombre de phénomènes humains : l'amour, la naissance, la sexualité, la vieillesse et la mort. J'ai eu du mal à découvrir cette zone au début de ma carrière car j'étais alors obsédé par une vision très politique de l'histoire

et inaperçus des contemporains. Il y eut cependant accélération à certains moments cruciaux : milieu du Moyen-Age, fin du XVIII^e et début du XIX^e siècle.

Cela m'a amené à diviser mon livre selon des modèles qui correspondent à la fois à une typologie et à une périodisation. De la sorte, on a des modèles de longue durée mais qui n'apparaissent pas à n'importe quel moment du temps et qui se chevauchent les uns les autres.

Royaliste : Quel est le plus ancien de ces modèles ?

chez les Anciens est somme toute apprivoisée comme le furent les animaux au néolithique : il y a toute une stratégie qui est mise au point pour conjurer l'irruption de la société sauvage dans la société traditionnelle, dans ses rapports avec la mort, a duré très longtemps dans les classes populaires ou plutôt dans les zones les plus orales de notre culture.

Royaliste : Quand ce modèle a-t-il commencé à être remis en question ?

Philippe Aries : Vers le XII^e-XIII^e siècle, il y a un moment où l'on voit la mort prendre une intensité qu'elle n'avait pas dans la société traditionnelle. C'est ainsi que dans l'Occident latin non méditerranéen, on ne

nue la chose de l'Eglise. Mais cette évolution est intervenue essentiellement dans la partie de la société liée à la culture écrite, beaucoup moins dans les classes populaires où l'ancien modèle a continué longtemps à prédominer. Au fond, dans les campagnes, on passe directement du modèle traditionnel à celui du XIX^e siècle qui est très différent.

Royaliste : C'est à cette époque qu'apparaissent dans l'iconographie les danses macabres.

Philippe Aries : Il y a plusieurs iconographies de la mort : l'iconographie non macabre des artes moriendi qui représente le mourant dans sa chambre au milieu de la cour céleste d'une part et des diables de

"notre société a des réactions folles face à la mort..."

que je tenais à la fois de mes maîtres de la Sorbonne et de mes maîtres de l'A.F. J'avais déjà étudié dans *L'Histoire des Populations Françaises* les attitudes de l'homme face à la maladie et à la mortalité, je m'en suis éloigné en étudiant la famille et l'enfance et j'y reviens maintenant dans le cadre de ma réflexion sur la mort.

En outre, je suis arrivé à l'âge où un homme voit disparaître presque toute la génération qui l'a précédé, ce qui a rendu le sujet plus immédiat pour moi. J'ai laissé de côté les aspects démographiques de la mortalité pour étudier plus précisément l'attitude psychologique de l'homme devant la mort et expliquer que cette attitude a changé. J'ai cherché à reconstituer ces changements et à les situer dans une continuité.

Royaliste : Où y a-t-il continuité et où y a-t-il changement ?

Philippe Aries : Il y a toujours les deux à la fois puisque, sauf à la période actuelle, les changements ont été extrêmement lents

Philippe Aries : C'est le modèle « nous mourons tous » ou la mort apprivoisée. Il est très antérieur à l'époque où je me suis placé et a même un caractère achronique puisqu'on le trouve dans toutes les sociétés traditionnelles et pas seulement dans l'Occident latin. Dans ce modèle, le mourant se considère non comme un individu mais comme le maillon d'une chaîne de générations. Sa mort affecte autant la communauté qui l'entoure et aura à reconstituer le tissu déchiré, que l'intéressé lui-même.

Par ailleurs, ce modèle repose sur une conception de l'au-delà différente à la fois du nihilisme actuel et de l'eschatologie chrétienne classique : la mort n'est pas une rupture mais elle n'est pas nécessairement une continuité infinie comme l'immortalité dans les religions de salut et en particulier le christianisme. La requies des premiers chrétiens, du moins dans leurs croyances populaires, ne devait pas être tellement différente des croyances des Anciens telles que nous les voyons dans Homère. La mort

supporte plus la vue du visage du mort et qu'on le voile. De même, il y a dans l'iconographie, une dramatisation du Jugement dernier ou du jugement particulier de l'âme dans la chambre du mourant tel qu'on le voit dans les artes moriendi. Ces phénomènes correspondent à une émergence d'un sentiment de conscience de soi intense. La fin du Moyen-Age, bien plus que notre société contemporaine centrée sur la famille couple ou carrément collectiviste, a été le grand moment de l'individualisme. Naît alors l'idée que tout homme a une histoire à lui tout à fait séparée du grand continuum des générations. D'où une valorisation extraordinaire de l'heure de la mort.

Cette valorisation aurait sans doute débouché sur des délires collectifs et des obsessions pathologiques s'il n'y avait pas eu une réaction de la société sous la forme d'une ritualisation massive de la mort par l'Eglise. C'est à partir de ce moment, et seulement alors, que la mort est deve-

l'autre ; l'iconographie macabre, elle, représente le mort déjà détruit par la décomposition. Cet art macabre correspond à un formidable amour de sa vie à soi : Ka fun de la vie coïncide avec un vif sentiment de l'échec de cette vie. Cette perception est d'origine laïque et non cléricale, même si l'Eglise s'en est servie pour faire peur. elle répond à l'amour considérable que l'individu a



pour ce monde...comme d'ailleurs pour l'autre. Cette iconographie macabre disparaîtra à partir du moment où cet amour de la vie va être blessé, à partir de la naissance du monde moderne.

Royaliste : C'est le thème de la deuxième partie de votre livre, « la mort ensauvagée ».

Philippe Aries : Oui, et cette deuxième partie commence avec l'étude d'un double sentiment : celui de « la mort longue et proche ». C'est le moment où les confesseurs disent : n'attendez pas l'heure de votre mort pour vous convertir ; à ce moment tout sera joué ; il faut y penser toute sa vie. Mais y penser toute sa vie cela ne veut plus rien dire et cela se traduit par une sorte d'ascétisme ou de morale qui correspond à une dilution de la mort dans la vie.

Dans le même temps, on assiste à une baisse de l'amour de la vie, à une montée du goût pour le néant. Cette notion du néant est liée à des affirmations d'humilité chrétienne qui correspondent à une rechristianisation en profondeur de la société française. Mais dans le même temps, se développe un attrait sexuel pour la mort qui n'a rien de chrétien. Eros et Thanatos se rapprochent et le morbide remplace le macabre. C'est très net dans l'œuvre — profondément anti-religieuse — du marquis de Sade.

Royaliste : Est-ce que ces traits se retrouvent dans la conception romantique de la mort ?

Philippe Aries : La mort romantique correspond à un affaiblissement des défenses traditionnelles de la société face à la mort. Cela est très net lorsqu'on regarde l'évolution de l'idée du mal. Le mot mal a longtemps désigné à la fois le mal métaphysique, le mal moral (la damnation, le Malin), le mal physique (la maladie). Il n'y avait qu'un mal sous différents aspects et qui avait pour sanction, d'après le dogme chrétien du péché originel, la mort. Ce dogme qui donnait une explication à la mort était l'un des plus populaires qui soient. Or, au cours du XVIII^e siècle, la relation entre le mal et la mort va commencer à se dégrader et la croyance à l'enfer à reculer. Dès lors, la mort commence à s'émanciper du contrôle social.

Dans le même temps, l'affectivité cesse de se répartir sur toute une série de cercles sociaux concentriques à l'intérieur de la communauté traditionnelle. Et elle s'investit entièrement et exclusivement à l'intérieur de la

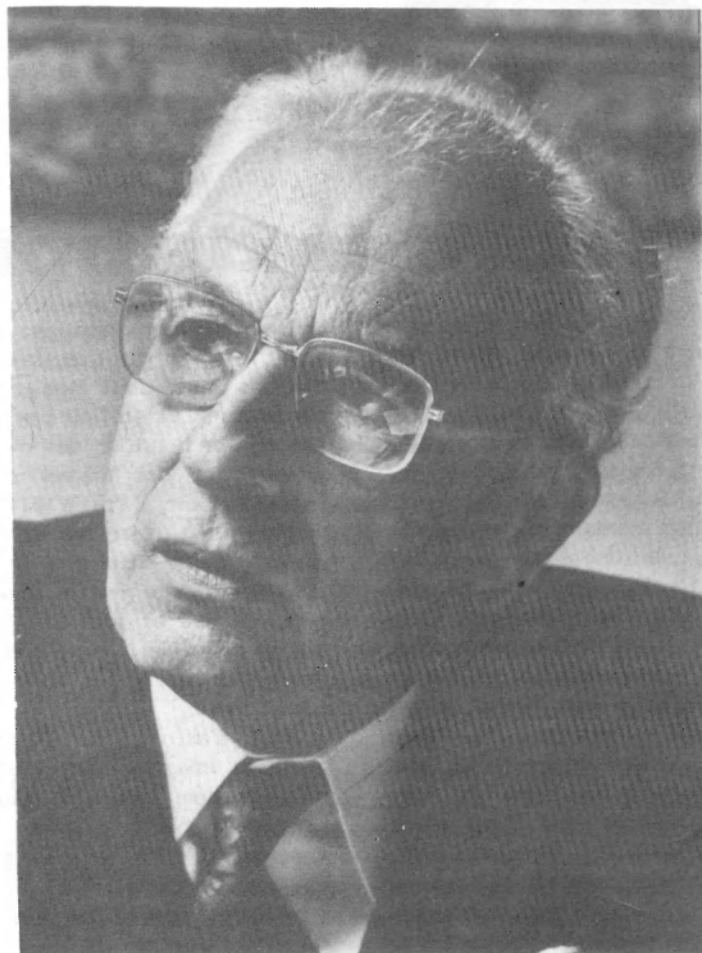
famille. Cela provoque une réaction d'intolérance à la mort de celui que j'aime. C'est la « mort ensauvagée ».

C'est cela la mort romantique mais c'est aussi la complaisance au phénomène global de la mort qui est devenue une forme de la beauté dans la mesure où elle est séparée du mal moral, une forme du retour à la nature. D'où la naissance d'un véritable culte des morts au XIX^e siècle : si un jour notre civilisation était détruite par la bombe atomique et si des archéologues venus d'un autre monde se mettaient à l'étudier ce qui les frapperait c'est l'espace énorme consacré aux cimetières ; par comparaison, les églises leur apparaîtraient comme de simples appendices des cimetières. Ce culte des tombeaux s'explique à la fois par l'intolérance à la mort de l'être aimé et la fascination qu'elle exerce. Le XIX^e siècle vénère les morts comme des personnages sacrés. Au contraire, l'ancienne société vivait avec ses morts mais ne les traitait pas toujours très bien : on dansait, on faisait l'amour ou du commerce dans les cimetières !

Le XIX^e siècle est aussi l'époque où l'on considère que la société est composée à la fois des morts et des vivants. C'est très net dans la pensée d'un Comte, d'un Barrès ou d'un Maurras. Et les grandes commémorations comme celles de la guerre de 1914 sont des cérémonies funéraires centrées autour des monuments aux morts.

Royaliste : Cette notion de continuité entre les générations par delà la mort n'est-elle pas en train de disparaître ?

Philippe Aries : Si. Elle a disparu parce qu'il n'y a plus de société. D'ailleurs, je m'en rendais moi-même compte en écrivant ce livre : au début j'employais beaucoup le mot de communauté terme « collant » le



mieux à la communauté de village ou de quartier. Peu à peu, j'ai été enclin à remplacer ce terme par celui de société. Et pour l'époque actuelle pour désigner cet agrégat d'unités sans relations entre elles, il faudrait presque utiliser un autre terme.

Notre société a presque totalement perdu le sens de la continuité ce qui l'amène à des réactions paniques, folles, quasiment pathologiques face à la mort.

Royaliste : Comment se traduisent ces réactions ?

Philippe Aries : On a d'abord commencé par dépouiller le mourant de sa mort. Dans un premier temps — et ceci dès la deuxième moitié du XIX^e siècle — la famille a pratiqué le mensonge d'amour et de pitié et s'est entendue pour

épargner au mourant la prévoyance de son agonie. Dès lors, la communion qui existait entre le mourant et son entourage, communion renforcée par la dramatisation du dernier instant, a disparu.

Ensuite, la famille a abdiqué entre les mains du médecin ou de l'équipe hospitalière. Le médecin a pris la responsabilité de la conduite de l'opération et a refusé — dans un but thérapeutique — de dire la vérité au malade. Celui-ci n'est d'ailleurs pas dupe de ces mensonges mais s'en fait le complice pour les mêmes raisons d'affectivité inversées, que sa famille. Notons que cette médicalisation de la mort a été rendue d'autant plus facile que la médecine est actuellement la technologie la moins contestée. Les violentes réactions provoquées par les thèses d'Illich en sont un signe.

Ce phénomène du refus de l'existence de la mort est extrêmement récent. Je l'ai vu arriver de mes yeux en France. La société ne contrôlant plus la mort fait comme si elle n'existait pas ! A moins que l'on ne fasse comme aux Etats-Unis où le médecin dit tout au malade et où on en parle comme si c'était absolument sans importance. Il n'y a plus rien, c'est nihil, c'est zéro.

propos recueillis
par Gérard LECLERC

SERVICE LIBRAIRIE

Nos lecteurs nous rendront service s'ils commandent le nouvel ouvrage de Philippe Aries « L'homme devant la mort » à notre service librairie. A cette occasion, ils pourront également se procurer les ouvrages précédents de Philippe Aries :

- L'homme devant la mort (1977) - franco 74 F.
- L'enfant et la vie familiale sous l'ancien régime (1975) franco 17 F.
- Histoire des populations françaises (1971) - franco 22 F.
- Essai sur l'histoire de la mort en Occident (1975) - franco 34 F.

Commandes à adresser au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de Royaliste, C.C.P. Paris 18-104-06 N.

les cordes de bois

Le moins que l'on puisse dire du livre d'Antonine Maillet est qu'il déconcerte, inutile de chercher à définir le lieu du récit, ou de séparer auteurs et acteurs. Car ce roman n'est qu'une tentative déchirante pour faire appel à notre mémoire collective. Ne soyez pas détournés par l'étrangeté de la langue : notre langue ! Comment ne pas trahir ce livre si ce n'est en me confondant, à mon tour, à cet étrange peuple et à cet étrange pays ?

Les Cordes-de-Bois. Un étrange pays. A la frontière de la forêt et du commerce maritime. Avec son odeur de sève brune et de pulpe mouillée. Avec son écorce rêche et pourtant chatoyante. Tout en grands billots équarris à la hache. Le bon pays, l'Acadie.

Durant un siècle ou plutôt deux, au juste un siècle et demi, si on sait compter, le peuple acadien s'est trouvé tout seul isolé entre la mer et la lisière des bois, sans voisins à qui raconter ses aventures, sans parenté toute proche à inviter aux noces

de ses filles, sans personne pour venir le sortir du trou dans les mauvais jours. C'est long un siècle et demi. Et on finit par tourner en rond autour des mêmes histoires et des mêmes rêves. D'ailleurs, un si petit pays ... « Mon pays n'est pas si petit que ça, on a beau dire, en on n'en pas si vite fait le tour. A première vue ce sont les dunes qui sautent aux yeux, puis les ponts, les quais, les anses, les barachois ! ».

Bon d'accord, pas si petit, d'ailleurs imaginez-vous, tout ce qu'un peuple laborieux, saurait tirer, de richesses pareilles : la mer, le sable, la terre salée, le paysage, le climat. Ah ! Si les Américains avaient eu vos côtes entre les mains !

« Ils en ariont fait de la soupe en boîte ! »

Ces voix ! Heureuse Antonine Maillet, elle n'a pas eu de mal à nous rendre si proche cette province de chez nous. Avec sa langue des côtes qui gaspille et tortille les mots, comme la mer le géomon.



Des mots que je n'avais pas entendus depuis un siècle ou deux, mais que mon aïeule, puis ma grand-mère, puis ma mère avaient gardés au chaud dans leur ventre pour moi : hairage, usance, trétous, longi, amounêter ...

Et pourtant, ces côtes en avaient vu des conteux, radoteux, discoureux, défricheux de parenté, des histoires qui avaient un goût de sel et de vents secs qui châtouillent le gosier des gens du pays.

Excusez-moi, ce n'est pas moi qui parle c'est eux, les habitants des Cordes-de-Bois. Ils l'ont fait exprès pour m'empêcher de dire que leur langue est merveilleuse, généreuse, drue, violente.

Que c'est la langue de Rabelais et point celle de Roland Barthes. Et que de Rabelais ils ont le rire, ce rire qui a rendu supportable cette longue attente. Car c'est cela qui a, au fond, sauvé les Cordes-de-Bois et tous les gens du pays : le temps. Ils sont liés au temps.

— « Y en a qu'avont leux biens dans des coffres ou des bas de laine, et ces biens-là, il leur faudra les quitter. D'autres avont leur héritage sous la peau, et ils l'emporteront de l'autre bord »...

José MACE

Antonine Maillet — *Les Cordes de Bois* — Editions Grasset. Commande au service librairie du journal accompagnée de son règlement : 43 F franco.



Renaissance du peuple breton ? A lire les livres qui paraissent depuis quelques années, à écouter la Bretagne chanter et à la regarder danser dans ses festou noz, on ne saurait en douter. Et puis, il y a ces attentats contre les préfectures et les relais de télévision qui disent la colère de ne pas être entendu, la volonté de casser les mécanismes de la centralisation administrative et culturelle.

On aurait tort de considérer ces manifestations diverses comme un folklore, ou comme le fruit des noirs complots d'un prétendu « séparatisme » : la Bretagne est consciente de son histoire et de son identité, elle est fière de son génie et de sa langue, et souffre d'être niée, méprisée et menacée de destruction par un Etat qui, depuis deux siècles, s'efforce de tout uniformiser en coupant les peuples de France de leurs racines.

C'est ce que nous disent Glaoud Planson et Erwan Koshaneg dans un livre précis et clair, désormais indispensable à qui voudrait tenter une approche de la Bretagne. Il n'était pourtant pas facile d'expliquer en cent cinquante pages la naissance de la nation bretonne, sa sensibilité propre, les conditions de son mariage avec la France, les caractères particuliers du christianisme breton et les luttes par lesquelles un peuple s'efforça de demeurer libre.

Une liberté qui s'affirma dès les premiers siècles, lorsque les Vénètes opposent une résistance farouche à Jules César, puis avec Nominoë qui fonde, après une longue lutte contre les Carolingiens, le premier Etat breton. Mais c'est au XV^e siècle que la nation bretonne atteindra son apogée : son indépendance est reconnue par le traité de Guérande, son économie est prospère, son architecture militaire et religieuse produit des chefs-d'œuvre. La défaite de Saint-Aubin-du-Cormier, en 1488, marque la fin de cette indépendance. Mais l'habileté de la duchesse Anne permit d'éviter l'annexion pure et simple au profit d'une union qui garantissait les libertés bretonnes. Les Bonnets rouges les défendront contre Louis XIV, avant que la Bretagne récupère, sous Louis XVI, la totalité de ses droits. Comme l'écrivent les auteurs, le mariage de raison de 1532 a alors beaucoup de chances de devenir un mariage d'amour...

La Révolution remet tout en question : la suppression des privilèges de la Bretagne, la conscription, la chasse aux prêtres réfractaires et « l'exécution d'un roi qui, plus qu'aucun autre, a voulu respecter le contrat », provoquent le soulèvement populaire de 1793, au nom du roi et de la liberté. L'autonomisme breton, sous la III^e République et aujourd'hui, a repris ce combat multiséculaire. Mais en négligeant les conditions politiques de la liberté, que les Chouans avaient immédiatement comprises. Car si la nation bretonne veut revivre dans le cadre de la communauté française, ce ne peut être que par l'existence d'un Prince fédérateur.

B. LA RICHARDAIS

(1) Glaoud Planson, Erwan Koshaneg : *Histoire de la Nation bretonne (La Table Ronde)* — Commande à adresser au service librairie du journal, accompagnée de son règlement : franco 37 F.

métro, boulot

L'interconnexion S.N.C.F. - R.E.R. - R.A.T.P. ? Une amélioration illusoire qui va favoriser à terme l'engorgement de la métropole parisienne.

Le 8 décembre, a été inaugurée la nouvelle gare des Halles. Par la même occasion, a été mis en service le tronçon Aubert-Nation du R.E.R. : maintenant ce dernier traverse d'Est en Ouest toute la région parisienne de Saint-Germain-en-Laye à Boissy-Saint-Léger. Mais en fait l'inauguration de la gare des Halles est le prologue d'un gigantesque programme d'interconnexion entre les réseaux S.N.C.F. - R.A.T.P. et R.E.R.

Vers 1981-82, la liaison ligne de Sceaux-Roissy via la gare du Nord sera réalisée. Vers 1983, les trains de la ligne de Creil arriveront jusqu'aux Halles. La même année, sera mise en service la liaison Cergy-Pontoise et ligne A du R.E.R. (Saint-Germain-en-Laye - Boissy-Saint-Léger).

A l'horizon 1985 est prévue la liaison entre la ligne de Melun - Sénart - Evry et la ligne A du R.E.R. En outre, seront mises en service un certain nombre de lignes desservant les banlieues entre elles :

- ligne de Saint-Rémy-les-Chevreuses - Roissy via Creil et Mitry.

- rocade Cergy-Pontoise - Saint-Germain.

- rocade Boissy-Saint-Léger - Marne-la-Vallée.

Enfin, ultérieurement, est prévue une liaison Creil - Mitry - Gare de Lyon - Melun - Sénart - Evry.

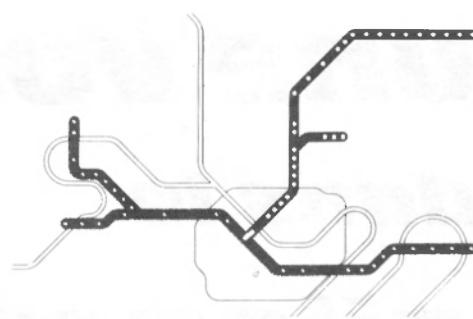
DES INTENTIONS LOUABLES ...

Les auteurs de ce programme d'interconnexion l'ont mis au point avec des intentions louables : il s'agit pour eux de rendre plus fluide la circulation en région parisienne et notamment d'éviter l'invasion de la capitale par les voitures des banlieusards. On peut cependant se demander si le programme en cours de réalisation ne risque pas d'aboutir aux résultats inverses de ceux qui sont souhaités.

Tout d'abord, les actions entreprises en vue de fluidifier le trafic dans la mégapole parisienne ont pour résultat de constituer une prime à son développement. Déjà, l'arrivée du R.E.R. à Bonneuil ou à Boissy-Saint-Léger avait eu pour résultat de faire proliférer les Z.A.C. (des Z.A.C. innommables !), dans ces banlieues : la rente de situation constituée par le R.E.R. avait incité les promoteurs à entasser davantage de main-d'œuvre potentielle pour le cœur de la capitale dans ces « zones ». On peut redouter que le développement d'interconnexion n'aboutisse à faire « flamber » la grande banlieue de Paris et à faire des villes nouvelles de simples appendices de la métropole. Dès lors, celle-ci se développerait en « doigt de gant » le long des axes fluviaux, routiers, ferroviaires et métropolitains réduisant à néant les espérances et les intentions affirmées dans le schéma de la région parisienne.

... QUI PAVENT L'ENFER METROPOLITAIN

Par ailleurs, le caractère de plaque tournante conféré à la



gare des Halles-Châtelet est redoutable. En effet, les promoteurs ne manqueront pas, là aussi, d'être tentés par la rente de situation qui sera fournie au quartier de la nouvelle gare, c'est-à-dire au Marais. On objectera que le Marais est un secteur protégé par un P.O.S. rigide. De plus, les créations ou extensions de bureaux supérieures à 1000 mètres carrés sont réglementées par la loi en région parisienne et soumises à autorisation préalable. Tout ceci est sur le papier exact ; malheureusement, l'histoire de l'urbanisme parisien montre qu'en la matière les dérogations sont la règle.

D'abord à cause de l'anonymat relatif des procédures qui aboutissent aux dérogations, anonymat propice à toutes les compromissions. Ensuite parce que la région parisienne a été la première à être constituée en établissement public en 1964, soit huit ans avant les autres régions françaises. Depuis treize ans, tout un véritable « lobby parisien » a eu le temps de se constituer. Ce lobby, par un réflexe compréhensible sinon légitime, cherche à accumuler davantage de puissance, de croissance et d'équipements. Le président de la région Ile-de-France, Michel Giraud, n'a-t-il pas été jusqu'à demander que les primes à la décentrali-

sation soient accordées ... aux bureaux qui s'installeraient dans l'est de la région, cependant que le système des autorisations préalables serait supprimé. Une telle logique de l'expansion qui conduit, pour parler comme Mumford, à « la servile idolâtrie des grands nombres » risque à terme, d'amener les Pouvoirs publics à céder à la tentation d'un Paris hyper-moderniste et à chercher à faire du Marais un nouveau Manhattan... même si quelques façades sont conservées de-ci, de-là.

LE MIRAGE MORTEL DE LA CROISSANCE

L'alternative à cette situation est simple et douloureuse ; il faut que la région parisienne (rebaptisée récemment Ile-de-France), se résolve à faire mieux avec moins, à aménager certaines fonctions métropolitaines — le rayonnement culturel notamment — en limitant les gros investissements. Reconversion pénible assurément. Pénible mais nécessaire. Car si l'on poursuit la course folle aux équipements dans la région-capitale, on risque de voir se développer le phénomène qu'analysait Olivier Guichard dans « Le Monde » des 4 et 5 décembre : les Parisiens, de plus en plus nombreux, continueront malgré tout à fuir une métropole de plus en plus invivable, mais des structures industrielles seront créées avec des emplois qui seront occupés massivement par des immigrés. Ainsi la capitale risque-t-elle de devenir la première concentration européenne d'immigrés. Une telle solution qui n'est pas souhaitable pour les travailleurs d'outremer massivement déracinés, risque en outre de modifier et d'altérer le visage de la capitale jusqu'à le rendre méconnaissable et jusqu'à provoquer un déclin massif de ce qu'il lui reste de rayonnement international. Mais le lobby parisien ne cherche pas à voir si loin. Le maire de Paris qui se sert de l'Hôtel-de-Ville comme d'un marchepied vers le pouvoir est avant tout soucieux de se créer une vaste clientèle. Cela le conduit donc à réclamer toujours davantage de crédits, toujours davantage d'équipements jusqu'à ... jusqu'à la catastrophe finale et la transformation de Paris en un nouveau New York déserté par sa population et peuplé par un sous prolétariat à la dérive.

Michel TOURON



une voix dans le silence

D'ÉTRANGES PAYS

OLJAS SOULEIMENOV

le Livre de glaise

Traduction
de Léon ROBEL

De nouveau les poètes écrivent des épopées, c'est-à-dire des Fables, ou encore des mythes, des apoloques. Nous connaissons les fabuleux Cantos d'Ezra Pound, les épopées du Turc Nazim Hikmet, depuis peu l'Avis aux navigateurs de J. A. Haddad, etc., et en France? je veux dire selon notre langue maternelle et naturelle, qui nous permet de comprendre, de recommencer à comprendre ce qu'est l'épopée ou la Fable? La Fontaine bien sûr, plus tard le merveilleux Chrétien chez Péguy, Saint-John Perse de L'Anabase et La Gloire des Rois. Plus nombreux ceux qui nous interdisent l'épopée, qui refusent terriblement la Fable comme vérité supérieure, au privilège de l'histoire, pour le profit de la tiède poésie lyrique.

« Le philosophe (écrit Aristote) aime les fables, car elles sont un trésor de merveilles. » Et Socrate peu avant de mourir : « Un poète, si toutefois poète il veut être, doit mettre en œuvre non point des théories, mais des mythes. » La Fontaine : « L'APOLOGUE est un don qui vient des immortels. »

Si nous apprenions dans nos écoles tout le Français, et pas seulement cet état moderne de notre langue, où les plus anciennes traditions sont perverties ou effacées, si nous apprenions l'Ancien Français où s'entendent comme des vérités supérieures la Religion Catholique et la Royauté, nous ne serions plus séparés de la merveilleuse Chanson de Roland, cette fabuleuse prophétie sur la France, ni séparés des Romans Arthuriens, nous serions capables d'entendre La Fontaine (non comme le fade moraliste bourgeois des écoles) comme notre Homère, ainsi que dit Maurras : « Les Fables, (...) l'équivalent français des 48 chants du poème hellénique. » Nous entendrions Péguy.

Avec la proximité de l'Ancien Français, l'actualité, la présence de l'Ancien Régime nous serait offerte, de nouveau.

La Fable (Dieu merci), détruit l'histoire. La Fable nous restitue la Présence, contre la fragmentation et l'irréversibilité du temps historique, la Fable est l'arche qui peut nous sauver de l'océan putride de l'histoire, charriant tous les cadavres, nous sauver de ce nouveau déluge scientifiquement et trop humainement installé, et nous reconduire vers les sources encore intactes. La Fable, c'est la Mémoire, cette absence qui porte présence, la Chronique, l'épopée, la Parole humaine; à l'encontre de la triste histoire des groupes humains, héritage vicieux du lugubre Hegel.

N'oublions pas les Contes, fables aussi, que nous abandonnons aux enfants parce que nous ne savons plus les goûter, et moins encore les comprendre. Comment oser « faire de l'histoire » ou « travailler sur » les siècles de l'Ancien Régime, si nous ne comprenons rien au Chat Botté? ou au Vaillant Petit Tailleur?

Ce sera donc de très loin que nous viendrons les voix capables de transmuier ce désordre. Voix d'Ezra Pound dans les Cantos, d'Olias Souleïmenov dans le Livre de Glaise.

Il semble que nous ne connaissions poétiquement en France que la poésie lyrique. Mais la lyre nous dégoûte quand elle ne chante pas les Psaumes, puisqu'alors elle vante les sots poètes qui se félicitent d'eux-mêmes.

Que nous enseigne singulièrement Souleïmenov? Il est né (en 1936) à Alma-Ata anciennement Vernyi, près du lac Issik koul (tous ces noms ne sont pas inutiles, leurs sonorités nous offrent des couleurs de la langue et de la terre locale), dans la République socialiste soviétique autonome (sic!) des Kirghizes, au pied d'immenses montagnes au versant desquelles s'étend la Chine. (L'on voit comment la guerre russo-chinoise atrocement sera pour de nombreux peuples une guerre civile.)

« Deux fois prix de poésie du Komsomol, auteur de sept volumes de poèmes que l'on s'arrache, Souleïmenov, pour le moment, rédige une thèse de doctorat sur « La Chanson d'Igor » (équivalent de notre Roland), écrivait Luda Schnitzer en présentant les premiers fragments traduits du poète (1).

Souleïmenov (qui écrit en russe), est cet « archer scythe », tourné vers l'Asie. l'archer à un œil et demi, dont un demi-œil seulement regarde vers l'Occident. Il contemple l'Orient, les aurores des peuples, cherchant les directions dans lesquelles se dispersèrent les peuples après Rabel, repérant les provenances et l'origine commune des nations en scrutant les langages, entrevoyant à l'aurore Dieu qui guide secrètement les peuples bergers conduits par des Rois. Le Livre de Glaise nous conte les aventures d'un berger (échapper à la condition de berger, n'est-ce pas le deuxième renoncement décisif à l'innocence? si nous pensons à la fable d'Abel et Caïn), mage et roi, en qui s'incarne un « Esprit », dont la présence maintient une étonnante contemporanéité avec un savant philologue d'aujourd'hui, et un de ses

étudiants; tout comme nos médiévaux vénéraient à leur mode les peuples de l'Antiquité. Mais tout comme les Cantos de Pound, le livre de Souleïmenov exige de nous, avec joie, un long temps d'approche.

L'Asie par cette voix sort du borbier de l'histoire et des musées, pour redevenir Muse; et le poète ici est providentiel, qui permet que son peuple ne s'enlise pas complètement dans le marxisme-léninisme. Et désormais c'est avec terreur que nous percevons l'immense silence poétique de l'Asie, de la Chine particulièrement, que l'Occident continue d'asservir et d'étouffer, comme les Anglais du début du siècle crevaient (au sens littéral) les enfants Chinois au travail des industries.

L'Asie, grâce à Souleïmenov, pourrait en cette région commencer d'être rendue à elle-même.

Ghislain SARTORIS

(1) A. Voznessensky, R. Rojdestvensky, O. Souleïmenov : Mais la Poésie... (trad. L. Schnitzer), édit. L'Age d'Homme.

O. Souleïmenov : Le Livre de Glaise (trad. L. Robel), Publications Orientalistes de France, franco 38 F commandes au journal.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part

- une documentation sur le mouvement royaliste.
- un abonnement gratuit d'essai de deux mois au journal.

Bulletin à retourner : ROYALISTE, 17, rue des Petits Champs, 75001 PARIS

la n.a.f. en mouvement

quarante villes de plus ...

Dans notre dernier numéro nous indiquions que Royaliste serait désormais en vente dans un ou deux kiosques de quarante villes de province. Compte tenu des quelques points de vente qui existaient antérieurement c'est maintenant près de 60 villes où il est possible de trouver le journal. En voici la liste classée par département :

06 — Nice, et les principales agglomérations. 10 — Troyes, 13 — Aix-en-Provence, Marseille. 14 — Caen, 21 — Dijon, 25 — Besançon, 29 — Concarneau, Brest, 30 — Nîmes, 31 — Toulouse, 33 — Bordeaux, Libourne, 34 — Montpellier, 35 — Rennes, 37 — Tours, 38 — Grenoble, 42 — Saint-Étienne, 44 — Nantes, 45 — Orléans, 49 — Angers, Cholet, Saumur et plusieurs autres localités, 51 — Reims, 54 — Nancy, 56 — Vannes, 57 — Metz, 59 — Lille, Dunkerque, Roubaix, Valenciennes, 61 — Alençon, 63 — Clermont-Ferrand, 64 — Pau, 66 — Perpignan, 67 — Strasbourg, 68 — Mulhouse, 69 — Lyon, 72 — Le Mans, 73 — Chambéry, 76 — Rouen, Le Havre, 80 — Amiens, 83 — Toulon, 84 — Avignon, Carpentras, 86 — Poitiers, 87 — Limoges.

Il est certain que cette extension ne sera profitable que si elle est appuyée par des actions de propagande extérieure : tracts, autocollants, affiches, etc. Pour cela nous avons besoin de votre aide de deux manières :

(1) Par votre contribution à la souscription « quarante villes de plus » ce qui nous permettra d'éditer rapidement le matériel de propagande nécessaire.

(2) Par votre aide pratique — si vous habitez une des 60 villes ci-dessus — pour diffuser tracts, autocollants et participer à la promotion de la vente.

Merci de votre aide.

Yvan AUMONT

ce que nous sommes

Le royalisme, c'est Royaliste. C'est aussi un mouvement politique — la Nouvelle Action Française — fondé en 1971 par des militants lassés par le conservatisme.

Héritiers de Maurras, marqués par Mai 1968, les royalistes de la NAF ont forgé en quelques années une véritable communauté militante : deux mots qui traduisent le refus de l'embrigadement doctrinal et de la discipline bête, et le souci constant de la réflexion et de la participation aux décisions.

Animée par un Comité directeur assisté d'un Conseil national élu par les adhérents, la NAF cherche à mêler étroitement la réflexion et l'action politiques. Ce qui ne signifie pas l'incertitude de la pensée et le flou dans l'action :

Rassemblés par leur espérance royaliste, les militants de la NAF combattent pour la justice sociale et pour la liberté, résistent aux idéologies et aux systèmes totalitaires, luttent pour l'indépendance nationale face aux impérialismes et aux tentatives de désintégration de la communauté nationale. Il n'est donc pas étonnant que ces royalistes soient révolutionnaires, puisque la révolution est aujourd'hui le

seul moyen de détruire les féodalités capitalistes, de libérer les peuples de France et de permettre l'édification d'une autre société.

Tel est le projet royaliste de la NAF. Elle n'entend l'imposer à quiconque. Mais simplement le proposer à la réflexion des Français en les sensibilisant à la question du pouvoir, puisque c'est de son indépendance et de sa continuité que dépendent la justice et la liberté des citoyens.

L'engagement de la NAF dans les luttes politiques est l'expression de ses soucis et de ses exigences. C'est pourquoi, elle se situe en dehors de la droite et de la gauche tout en participant régulièrement aux consultations électorales. Mais sans y limiter son action. Car les militants de la NAF sont présents dans toutes les luttes : dans les syndicats, dans l'action régionaliste et municipale, dans le domaine de l'urbanisme comme sur le plan universitaire, la NAF participe à la réflexion et à l'action, portant témoignage du nouveau royalisme..

C'est ainsi qu'elle entend, peu à peu, créer dans l'opinion un état d'esprit royaliste et préparer le recours au Comte de Paris, sans que le Prince soit jamais lié au mouvement royaliste — puisque la monarchie n'est pas un parti mais le lien possible entre tous les Français.

bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, « La lettre royaliste », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



par
bertrand
renouvin

l'europe du chômage

Au début de ce mois s'est tenue à Bruxelles une réunion du « Conseil européen ». L'événement serait banal si M. Giscard d'Estaing n'avait proposé la création d'une « Europe judiciaire » qui permettrait de lutter plus efficacement contre le terrorisme: L'Europe des polices et de l'arbitraire que nous dénoncions dans notre précédent numéro est donc en route, révélant l'impudence d'un libéralisme qui ruine les principes sur lesquels il prétend s'appuyer.

LA LOGIQUE LIBERALE.

Il y a là une logique à laquelle les doctrines et les pratiques libérales semblent ne pas pouvoir échapper. Ainsi Jean-Jacques Rousseau, fondant la liberté sur une « volonté générale » qui conduisit tout droit au règne de la Terreur... Ainsi le Marché commun, confronté aujourd'hui à un cruel dilemme que les bavardages bruxellois ne parviennent pas à masquer : ou bien la « Communauté européenne » renonce à ses principes libre-échangistes pour protéger les industries menacées par les Etats-Unis, le Japon et les multinationales ; ou bien elle continue de poursuivre la chimère d'une « libre-concurrence » et laisse s'installer le chômage, la récession et le chaos économique. Face à ces deux éventualités, le « Conseil européen » a choisi d'attendre, préférant évoquer la lutte anti-terroriste et l'élection au suffrage universel d'une Assemblée européenne qui ne correspond à aucune réalité. Pour calmer des impatiences légitimes, le « sommet » a simplement évoqué la nécessité d'une

restructuration de certaines industries, tandis que la C.E.E. continue de négocier discrètement des accords bi-latéraux et de préparer des contingentements qui permettront d'éviter le pire. Mais de politique globale, point : on continuera de gérer au jour le jour une crise dont personne ne voit la fin.

Ainsi, le Marché Commun industriel se trouve pris au piège de ses propres lois : pour avoir consenti, dans le cadre de la « négociation Kennedy », à des réductions tarifaires sans contreparties réelles outre-Atlantique, pour avoir cru que le libre échange équilibrerait les puissances et diffuserait partout la prospérité, voici la C.E.E. soumise à la concurrence déloyale des multinationales installées dans les pays sous-développés et au dumping de pays comme le Japon, qui prend une position dominante sur les marchés de l'acier, de l'automobile et de la construction navale. Les mécanismes libéraux n'offrant aucune parade à une menace chaque jour plus pressante, la « Communauté » est bien obligée d'envisager avec mauvaise conscience, une riposte protectionniste. C'est ainsi que, depuis le 11 octobre dernier, Bruxelles a entrepris la négociation d'une trentaine d'accords bi-latéraux (dix-neuf ont déjà été conclus) définissant les quotas d'importations pour les textiles. Mais c'est, comme je le disais, au mépris de ses propres principes.

L'ECHEC EUROPEEN.

Les résultats ne sont pas meilleurs lorsqu'on laisse jouer les mécanismes du libre-échange. Ainsi le Marché Commun Agricole aboutit aujourd'hui à un système Kafkaïen : on se perd dans le maquis des règlements financiers, on se noie dans les excédents de lait et de beurre que la « Communauté » ne parvient pas à exporter vers le reste du monde. D'où un déficit qui est passé de 38 à 68 milliards de francs entre 1963 et 1973.

Evidemment, la France subit les conséquences du laxisme industriel et de la pagaille agricole européenne. La crise de notre sidérurgie et de nos industries textiles le démontre amplement. Même sur le plan agricole, où la France a longtemps profité des débouchés européens, la situation devient catastrophique parce que nos partenaires parviennent maintenant à couvrir par leur propre production leurs besoins agricoles. D'où la dégradation rapide de nos échanges agro-alimentaires, notre excédent étant tombé de 9,8 milliards de francs en 1974 à 3,3 milliards en 1976. Un excédent qui est dû aux

postes « céréales » et « boissons ». Car, pour le reste, le déficit est passé de 4,5 milliards en 1974 à 9,5 en 1976.

Le libéralisme économique n'offre donc d'autre alternative que le protectionnisme par quoi il se nie, ou le chaos dans lequel il s'effondre. Aussi, la France n'a-t-elle plus rien à attendre d'une Europe envahie par les produits des pays tiers et subjuguée par l'impérialisme américain. D'autant plus qu'à l'intérieur de la « Communauté européenne » un autre impérialisme est né, qui est en train de nous imposer sa loi. En effet l'Allemagne, qui doit son développement à l'aide Marshall et à l'absence de réparations envers les pays qu'elle avait dévastés, accumule maintenant les excédents commerciaux vis-à-vis de ses partenaires européens et en profite pour imposer ses diktats à l'intérieur de la C.E.E. C'est elle, en particulier, qui refuse depuis plus de deux ans toute protection du marché européen de l'acier, espérant ruiner ses concurrents afin de devenir la seule puissance sidérurgique européenne. C'est elle, encore, qui met en place les mécanismes d'une domination financière qui lui permettra, dans quelques années, de pratiquer la même politique que les Etats-Unis... Entre le libéralisme et l'impérialisme il y a donc une relation de cause à effet, la libre concurrence permettant la croissance et l'enrichissement cumulatifs de pays favorisés par la nature, ou par la conjoncture.

CONTRE L'ECONOMIE SAUVAGE

C'est dire que la France, si elle veut éviter la ruine et l'asservissement, n'a d'autre choix, à court terme, qu'une protection de son économie. Cela ne signifie pas l'autarcie et le repliement sur soi. La défense des secteurs menacés de l'économie nationale n'exclut pas le développement d'une politique d'entente et de coopération, notamment avec les pays qui ont une économie complémentaire de la nôtre. D'ailleurs les Etats-Unis, qui disposent de l'arsenal protectionniste le plus complet, ne sont-ils pas en même temps les plus dynamiques et les plus ouverts sur l'extérieur ? Sans prétendre les imiter, il est urgent de transformer nos relations économiques internationales et de refuser la soumission aux prétendues lois d'une économie sauvage. Mais ce n'est pas M. Giscard d'Estaing qui répondra à l'attente de travailleurs qui sont les premières victimes de ce que M. Ceyrac appelle, sans rire, « l'économie de liberté ».

Bertrand RENUVIN.